

COMMISSION D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

DE L'ECOLE REGIONALE DES BEAUX-ARTS

Procès-verbal de la réunion du 20 mai 1965



Les membres de la commission d'administration et de surveillance de l'Ecole régionale des Beaux-Arts se sont réunis le jeudi 20 mai 1965.

Etaient présents :

M. le Dâtonnier Jean Lévy, adjoint au maire,
Mlle Dubuisson, MM. Borrewater,
Dobbelaere, Mollet et Thibault,
MM. Desrumaux, directeur et De Baere, Secrétaire de l'Ecole.

Etaient excusés :

M. Guy Debeyre, recteur d'académie,
MM. Joncquez et Maurois.

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. le Dâtonnier Lévy, adjoint au maire, délégué aux affaires culturelles.

Après lecture, le procès-verbal de la réunion précédente est approuvé, le directeur en commente les divers chapitres en rendant compte de ce qui a été fait : - déménagement de l'école en juillet 1964,
- rentrée scolaire en octobre et visite de M. le Maire en janvier 1965.

Il donne lecture d'une lettre de M. l'Inspecteur général de l'enseignement artistique qui a été peiné de n'avoir pu assister à cette visite.

La commission est informée de la création d'une commission régionale des affaires culturelles qui a pour buts : l'aménagement culturel du territoire et la préparation du V° plan. Dans cette commission le directeur est chargé des enseignements artistiques. Il expose donc le programme de nationalisation des écoles d'Architecture, des écoles des Beaux-arts et des conservatoires.

Il rend compte de son activité dans cette commission et de la visite de M. de Saint Jorre, directeur des enseignements artistiques qui, venu à Lille le 22 avril 1965, a été reçu par M. Hautcoeur, secrétaire général de la mairie.

A l'occasion de la visite des écoles d'Architecture et des Beaux-arts, M. de Saint Jorre a fait connaître l'intention du ministre de nationaliser les établissements d'enseignement artistique de la future métropole.

Par lettre du 28 avril, M. de Saint Jorre a exprimé sa satisfaction devant les efforts réalisés et il a manifesté son désir de voir s'établir entre la Ville et ses services des contacts plus étroits pour résoudre les problèmes communs.

.../...

M. le Bâtonnier Lévy fait alors connaître qu'ayant demandé audience, il sera prochainement reçu par M. de Saint Jorre pour étudier les problèmes posés par les nationalisations :

- 1°) pour l'école d'Architecture, le choix de l'emplacement, la réservation du terrain, la construction, etc, etc...
- 2°) pour l'école des Beaux-Arts, la nomination d'un professeur. En effet dans la perspective d'une nationalisation l'administration municipale jugeait prudent de ne pas engager l'avenir par des nominations définitives. Il semble cependant qu'il soit possible de faire des nominations pour les postes vacants.

Le directeur insiste sur la nécessité de remédier à l'amenuisement du corps enseignant. Il fait part :

- de la nomination de M. Bouron, professeur de métré, en remplacement de M. Lannoy, admis à faire valoir ses droits à la retraite,
- de la nomination de MM. Malle et Dubois, professeurs de théorie de la publicité en remplacement de M. Catherineau, décédé,
- de la nomination de M. Fryen, chargé de la préparation au professorat de dessin.

Ces postes ne comportant qu'un petit nombre d'heures de cours ne nécessitaient pas de concours.

En raison des difficultés actuelles pour le recrutement d'un professeur d'art décoratif, le directeur demande que soit envisagée une modification de l'emploi du temps de M. Rousseille. Afin de lui permettre d'assurer la préparation au diplôme de décoration plane, il propose de libérer M. Rousseille du cours de dessin d'après le plâtre.

Pour le poste de gravure et dessin, devenu vacant par suite du départ de M. Bocquet, il y aurait lieu d'ouvrir un concours pour le recrutement d'un titulaire faisant 16 heures de cours hebdomadaires et enseignant le dessin en remplacement de M. Rousseille.

Cette proposition étant acceptée, M. Desrumaux est chargé d'entrer en contact avec l'administration pour l'ouverture de ce concours dont la date prévue pour octobre doit être précisée par l'Inspection générale.

Le directeur expose ensuite les besoins qui resteront à satisfaire dans l'avenir :

- 1°) renforcement des enseignements du dessin et des arts décoratifs,
- 2°) création d'une section de cinéphotographie avec recherche de subventions pour son équipement,
- 3°) aménagements pour la préparation des commis d'architectes.

En ce qui concerne le rayonnement de l'école des Beaux-Arts et la formation culturelle des adultes, il préconise l'étude d'une meilleure utilisation de l'annexe de Wazemmes.

Il demande également d'établir des échanges avec les pays voisins et notamment à l'occasion des manifestations envisagées par la ville de Lille et par les villes avec lesquelles elle se trouve jumelée.

Enfin, la commission ayant vu l'exposition de Mlle Collin, dernière bénéficiaire de la fondation Wicar, souhaiterait qu'un concours soit ouvert par la Société des Sciences pour envoyer une autre personne à Rome. Pour cela, il faut connaître la situation financière de la fondation et les renseignements ne sont pas encore parvenus.

M. le directeur de la Casa Velasquez n'a également pas répondu aux demandes qui lui furent adressées à l'effet de connaître le montant actuel des bourses attribuées aux divers pensionnaires de son établissement.

Pour la fondation Wicar comme pour la Casa Velasquez, les candidats doivent être nés à Lille et cette clause évince des candidats de valeur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 h.45.

L'adjoint au maire
délégué aux affaires culturelles,
président de la commission,

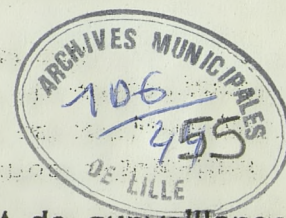
Jean Lévy

le directeur de
l'école des Beaux-Arts,

P.P. Desrumaux

COMMISSION D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE
DE L'ECOLE REGIONALE DES BEAUX-ARTS

Procès-verbal de la réunion du 9 décembre 1965



Les membres de la commission d'administration et de surveillance de l'Ecole régionale des Beaux-Arts se sont réunis le jeudi 9 décembre 1965.

Etaient présents :

M. le Bâtonnier Jean Lévy, adjoint au maire,
Mlle Dubulsson, M.M. Borrewater,
Chatelet, Maurois, Mollet et Thibault,
M.M. Desrumaux, directeur et De Baere, Secrétaire de l'Ecole.

Etaient excusés :

M. Guy Debeyne, recteur d'académie,
M.M. Dobbelaere et Joncquez.

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. le Bâtonnier Lévy, adjoint au maire, délégué aux affaires culturelles.

Le président prie M. le directeur d'adresser des vœux de meilleure santé et de prompt rétablissement au nom de la commission, à M. Dobbelaere actuellement souffrant. Il souhaite la bienvenue, au sein de la commission, à M. Chatelet, délégué du Ministre des affaires culturelles.

Nationalisations

M. le Bâtonnier Lévy informe la commission de son entrevue avec M. de Saint Jorre, directeur des enseignements artistiques. Il confirme la décision d'inscrire au V^e plan le projet de nationalisation des deux Ecoles lilloises. Comme il importe de veiller à ce que la décision, en ce qui concerne l'Ecole d'Architecture, ne soit pas reportée à une date trop lointaine, le président propose de faire retenir dès maintenant un terrain favorable à la construction de la future Ecole, après l'avoir recherché dans Lille ou dans la proximité immédiate.

Une visite prochaine de M. de Saint Jorre facilitera peut être la décision.

II - Réorganisation de l'enseignement.

Réalisation du programme tracé lors des réunions précédentes.

Le concours ouvert le 25 octobre 1965 pour le recrutement d'un professeur de gravure et de dessin, avait intéressé huit candidats. Six d'entr'eux se sont présentés aux épreuves et deux ont obtenu les notes suffisantes pour être classés.

Le nom de Mlle Goffin a été proposé au maire pour être soumis à la décision du Ministre. Mlle Goffin a pris ses fonctions le 1er décembre 1965.

Profitant du séjour à Lille, les 24, 25 et 26 octobre, de M. Fontaine, Inspecteur général de l'enseignement des Beaux-Arts, un examen complet de la situation du corps enseignant a été fait, afin de pourvoir à tous les besoins signalés lors de la dernière réunion de la commission.

Au cours des dernières années, plusieurs professeurs mis à la retraite n'ont pas été remplacés et des cours ont été suspendus afin de constituer une réserve pour les besoins nouveaux. Le tableau, ci-dessous, donne l'état des disponibilités et leurs affectations successives :

Cours supprimés :

Cours de modelage : professeur M. Décarpentelle,
retraité le 1/10/1954 et non
remplacé 18 h.

Cours de sculpture pratique : professeur M. Degeldère
retraité le 1/10/1964 et
non remplacé 12 h.

Suppression du cours annexe de Moulins,
décision de la commission du 10 juin 1959 10 h.

Economie réalisée sur annexe à Wazemmes :

M. Catherineau 12 h.
M. Costenoble 10 h. 2 h.

Economie réalisée après le départ de M. Bocquet 20 h.
retraité le 1/10/1964 et la nomination de Mlle
Goffin le 1/12/1965 16 h. 4 h.

Total 46 h.

Dans ses séances du 15 mai 1963 et du 20 mai 1965, la commission déplorait cet amenuisement du corps enseignant.

Heures disponibles et utilisées déjà :

- Etudes documentaires - M. Rousselle,
décision de la commission, le 10 juin 1959 6 h.
- Histoire de l'art - M. Corbé,
décisions des 14/1/1958 et 14/5/1958 1 h.
- Histoire des civilisations - M. Doual,
décisions des 14/1/1958 et 14/5/1958 1 h.
- Dessin modèle vivant - M. Perrin (cours du jour)
décision de la commission le 15/5/1963 6 h.
- Imprimerie - M. Dubois, décision le 20 mai 1965 2 h.
- Photocinégraphie - M. Malle, " " 2 h.
- Préparation professorat - M. Pryn, " " 2 h.

Aménagements proposés le 1er juillet 1965 :
mais non encore appliqués.

- Cinéphotographie - M. Malle 8 h.
- Physique - M. Gustin 1 h.
- Métré - M. Bouron 3 h.
- Construction - M. Desrousseaux 1 h.

En raison du retard apporté à l'application de cette proposition,
M. le Bâtonnier Lévy Intervendra près du service du personnel.

Aménagements souhaitables :

Il reste encore 13 heures disponibles et sans engager l'avenir, on
peut achever la reconstitution d'une partie de l'enseignement, en fonction des
besoins les plus urgents.

Ces besoins proviennent :

- 1°) de l'accroissement des effectifs d'élèves dus à la poussée démographique
et à l'attrait de la nouvelle Ecole,
- 2°) de l'accroissement du nombre des élèves à temps plein et de l'assiduité
obligatoire à tous les cours et dans chaque discipline, à cause de la prépa-
ration aux examens.

Propositions :

Pour éviter des modifications profondes au moment où la direction
des enseignements artistiques envisage des réformes de structure, un
aménagement semble possible en utilisant les heures disponibles pour équil-
brer les charges respectives des professeurs, unifier leur enseignement et
affirmer leur spécialisation.

1°) - Arts décoratifs :

M. Debatte pourrait être déchargé, en faveur de M. Rousseille, de la préparation au diplôme de décoration plane, afin de se donner plus entièrement à la préparation au diplôme de publicité. En contrepartie, M. Rousseille abandonnerait au profit de M. Costenoble, le cours de dessin fait pour les aspirants à l'école régionale d'Architecture.

Cette proposition répondrait aux vœux émis par la commission lors de sa réunion du 20 mai 1965. Sa mise en application confirmerait la mission de M. Debatte dans l'enseignement aux niveaux les plus élevés : préparation au Certificat d' Aptitude à une Formation Artistique Supérieure et diplôme de publicité, et la mission de M. Rousseille dans l'enseignement qu'il partage avec M. Trégan au niveau préparatoire; mais elle lui donnerait aussi des responsabilités au niveau supérieur dans la préparation au diplôme de décoration plane.

2°) - Dessin d'après le plâtre :

Mlle Goffin récemment nommée, a repris les enseignements faits par M. Bocquet. Elle est donc chargée du dessin d'après le plâtre pour les trois années de préparation au C.A.F.A.S. .

M. Costenoble assume actuellement la préparation des commis d'architectes. Si un cours du soir de dessin était ouvert (10 heures hebdomadaires), il pourrait se charger de la préparation des aspirants à l'école régionale d'Architecture.

Cette proposition affirmerait la vocation de M. Costenoble à la préparation des architectes.

Pour cela, il devrait être déchargé du cours annexe de Wazemmes.

3°) - Cours annexe de Wazemmes :

Le déplacement de M. Costenoble laisserait vacant le poste de professeur de ce cours, qui comporte actuellement 10 heures hebdomadaires. Cet horaire n'implique pas la nécessité d'ouvrir un concours pour recruter un professeur. Il serait donc possible de rechercher un professeur intérimaire en attendant qu'une étude plus approfondie puisse être faite du rôle à donner aux annexes de l'école des Beaux-Arts.

Il se pourrait, en effet, que lors de la création d'une maison de la culture à Lille, les annexes soient appelées à jouer un rôle important dans la formation des adultes et qu'une meilleure utilisation des locaux de Wazemmes, proposée d'ailleurs par la commission le 20 mai 1965, permettrait à cette annexe de remplir ce rôle.

4°) - Histoire - Perspective :

Il conviendrait d'attribuer une heure supplémentaire à chacun de ces enseignements pour permettre de traiter plus particulièrement :

1°) de l'histoire de l'Economie française qui figure au programme du diplôme de publicité,

2°) pour aider les commis d'architectes dans le tracé de la perspective. Le nombre élevé des élèves ne permet plus de dispenser à tous cet enseignement.

En résumé, les 13 heures disponibles seraient utilisées de la façon suivante :

- Perspective, M. Sizaïre 1 h.
- Histoire de l'Economie française du XIX° et XX° siècle, M. Corbé 1 h.
- Cours annexe de Wazemmes (après mutation de M. Costenoble) 10 h.
- Total 12 h.

Resteraît disponible 1 h.

5°) - Heures supplémentaires :

Après cette réorganisation, il serait possible de régler la question des heures supplémentaires en suspens depuis quelque temps.

En effet, par mesure d'économie et aussi dans l'intérêt des professeurs titulaires versant des cotisations à la caisse des retraites, il faudrait normaliser la situation des professeurs faisant 12 heures de cours hebdomadaires et qui ont obtenu des heures supplémentaires au-delà de cet horaire.

M.M. Perrin et Rousselle sont dans ce cas, ils perçoivent le traitement prévu pour 12 heures et une indemnité pour 6 heures supplémentaires. Il serait normal de les considérer comme professeurs faisant 16 heures de cours hebdomadaires et de leur octroyer deux heures supplémentaires au tarif le moins onéreux.

III - Echanges avec l'Etranger :

Le directeur signale qu'un professeur : M. Rousselle, entré en relation avec M. Jourdan, directeur de l'Institut français de Cologne, pour faire une exposition de ses oeuvres dans cette ville, lui a soumis une proposition de cet Institut, tendant à établir un échange dans le cadre du jumelage Lille - Cologne.

La commission propose d'accepter le principe de cet échange et d'en imputer la dépense sur le crédit qui sera ouvert l'an prochain à cet effet.

En conséquence, M. Rousselle serait autorisé à engager les pourparlers en vue de l'organisation de son exposition. En retour, un artiste colonial ou un professeur de l'école des Beaux-Arts de Cologne, serait invité à faire une exposition à Lille dans la galerie de l'école. Le choix de cet artiste devrait être approuvé par la commission.

En accord avec le directeur de l'Institut français de Cologne, M. Rousselle présentera la candidature et une évaluation de la dépense.

M. Chatelet propose d'informer le ministre des affaires étrangères de cette invitation, afin d'obtenir une subvention des services culturels chargés de faciliter les échanges avec l'étranger.

IV - Prix Wicar :

La Société des Sciences a organisé un concours le 14 janvier 1966 pour désigner le titulaire du prix Wicar 1966.

Casa Velasquez : après le concours Wicar, la commission choisira parmi les artistes lillois le candidat qui sera proposé à l'agrément de l'Institut pour la bourse à la Casa Velasquez.

Grand prix de la ville de Lille : la commission propose de porter le prix 1966 à 1 000 Francs.

V - Crédits budgétaires :

Le directeur indique qu'il a sollicité l'octroi d'un crédit d'équipement s'élevant à 148 840 Francs, pour lequel l'administration municipale devrait demander au ministère une subvention de 50 % de la dépense.

En ce qui concerne le budget de fonctionnement des cours nouveaux et notamment de l'atelier de photographie, il suggère de demander le concours d'établissements comme Kodak ou Gevaert pour la fourniture gratuite de produits photographiques.

VI - Activités diverses :

Le directeur rend compte des réceptions, expositions et conférences faites à l'école depuis le mois d'octobre et propose les manifestations suivantes, organisées par l'association des anciens élèves et amis de l'école :

- 1° - une exposition Monneret, ancien élève de l'école, professeur de la ville de Paris, grand prix des arts 1965,

2° - une exposition de tapisseries.

La commission approuve ces initiatives sous réserve qu'elles soient faites sans but commercial et que l'entrée des expositions soit gratuite.

VII - Achèvement des travaux de l'école :

En raison des manifestations qui désormais vont se renouveler dans l'école, le directeur souhaite que les travaux d'achèvement du bâtiment soient activement poursuivis.

La commission appuie cette demande car la présence des ouvriers dans l'école cause des perturbations constantes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h.30.

L'adjoint au maire
délégué aux affaires culturelles
président de la commission

Jean Lévy

le directeur de
l'école des Beaux-Arts

P.P. Desrumaux

COMMISSION D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE
DE L'ECOLE REGIONALE DES BEAUX-ARTS

Procès-verbal de la réunion du 9 mars 1967



La séance est ouverte à 16 heures sous la présidence de M. le Bâtonnier Jean Lévy, adjoint au maire de Lille, délégué aux Affaires culturelles.

Etalent présents :

M.M. Borrewater, Joncquez, Maurois, Mollet, Thibault et Desrumaux.

Etalent excusés :

M. Chatelet,
M. le Recteur Debeyre,
M. Dobbelaere et Mlle Dubuisson.

Le procès-verbal de la réunion du 9 décembre étant approuvé sans observation, M. Desrumaux fait remarquer que :

- 1°) - l'emplacement de la future Ecole d'Architecture n'a pas été précisé,
- 2°) - les propositions faites le 1er juillet 1965 pour les cours de photographie, physique, métré, construction, n'ayant été appliqués que le 1er avril 1966, il n'a pas été possible de présenter des candidats aux examens de 1966,
- 3°) - le mode de règlement des heures supplémentaires de M.M. Perrin et Rousselle, contesté depuis 15 mois par le service du personnel, serait envisagé pour le 1er mars 1967,
- 4°) - les échanges avec l'Etranger n'ont pas pu être établis dans le cadre des jumelages : Cologne, Turin, Rotterdam. Cependant, les relations nouées avec le Goethe-Institut après l'Exposition de deux artistes allemands, ont permis un échange avec l'Université de Glesen où M. Rousselle, professeur à l'Ecole, fait actuellement une Exposition,
- 5°) - le pensionnaire de la Fondation Wicar : Jean Delattre, a fait savoir qu'il était satisfait de son séjour à Rome et de ses voyages. Il espère pouvoir montrer ses travaux avant la fin de l'année,
- 6°) - le candidat proposé par la Ville comme boursier à la Casa Velasquez, n'a pas été accepté par l'Académie des Beaux-Arts qui a présenté d'autres noms. Comme il s'agissait d'étrangers à la ville, ils n'ont pu être retenus et la bourse n'a pas été attribuée,

.../...

7°) - les crédits alloués par l'Etat et par la Ville pour l'aménagement des ateliers de photographie et d'imprimerie, ont été utilisés à l'achat d'un matériel de très grande classe. D'autres crédits ont été demandés pour compléter cet équipement.

M. Jonquez propose de faire habiliter ces cours au profit des taxes d'apprentissage. Il fera une demande près de l'Inspecteur chargé de ces problèmes et M. le Bâtonnier Lévy demandera aux services de la 4ème Direction d'établir un dossier. M. Borrewater souhaite que ces subventions soient réellement comprises comme un supplément d'équipement apporté au budget de l'Ecole,

8°) - les travaux d'achèvement de l'Ecole n'ont pas été poursuivis depuis la dernière réunion. Les aménagements demandés, notamment pour le studio et le laboratoire de photographie, n'ont pas été commencés. De ce fait, la réalisation du programme des travaux prévus pour le Tricentenaire, va se trouver compromise. M. le Bâtonnier Lévy fera une démarche auprès des services des travaux. Le directeur rappelle que les propositions faites en vue d'une meilleure utilisation du local de la rue des Sarrazins, sont restées sans écho.

Enfin, des contacts ont été pris avec le Lycée Technique d'Etat d'Armentières, dont l'atelier de fonderie a coulé en bronze, plusieurs bustes réalisés par l'atelier de sculpture de M. Morlaix. Grâce à l'initiative de ce professeur qui chaque semaine organise bénévolement des cours à Armentières pour la formation des fondeurs, les élèves ont pu assister à toutes les opérations de la fonte.

Passant à l'ordre du jour, M. le Bâtonnier Jean Lévy demande au directeur de faire un compte rendu de l'activité de l'Ecole depuis la dernière réunion.

I - EXAMENS

a) - C. A. F. A. S.

Des modifications apportées aux examens par les services des enseignements artistiques, portent sur une réduction du nombre des épreuves pour faciliter les opérations du Jury. Cependant, rien n'a été fait pour répondre au désir unanime de donner la qualité d'étudiant aux élèves des Ecoles d'Art.

b) - Collaborateurs d'architectes,

Plusieurs réunions ont eu lieu à Paris pour la mise au point d'un programme d'études et d'examen en vue de l'attribution d'un Brevet. La consécration de cette formation se fait actuellement sur le plan local et, de ce fait, elle n'offre aucune homogénéité. La Direction des Arts et des Lettres ne prenant aucune décision, les directeurs des grandes Ecoles d'art ont mis sur pied un programme et des examens communs, tandis que l'Education Nationale devançant l'enseignement artistique, a créé un Brevet de technicien et que la Direction de l'Architecture se propose d'en faire un de son côté. L'enseignement à l'Ecole de Lille ayant été renforcé, le Directeur présentera ses élèves à l'examen des Ecoles associées et, en cas d'échecs, les épreuves seront soumises au jury local pour l'attribution du Brevet local comme dans les années précédentes.

II - ACTIVITES EXTERIEURES.

Pour répondre au désir du Chef des services de l'Enseignement des Beaux-Arts, diverses manifestations ont été organisées pour faire rayonner l'Ecole :

- du 11 au 28 février 1966 : Exposition " Horizon 2000 " de Jean Monneret,
- du 12 au 31 mars 1966 : Exposition de 30 tapisseries monumentales prêtées par le " Mobilier National " et les Etablissements " Pinton " à Aubusson et conférence de M. Mategot,
- le 29 mars 1966 avec le concours du Rotary-Club, conférence par M. Delouvrier sur les aménagements de la Région parisienne,
- du 29 avril au 14 mai 1966, avec le concours du Goethe-Institut, une Exposition de dessins de Walter Kröll et de sculptures de Leibnitz,
- le 12 mai 1966, avec le concours des amis de l'Ecole nouvelle, conférence de M. Vandrotte et visite de l'Ecole,
- le 14 mai 1966, avec le concours de l'Université populaire, conférence par le Directeur et visite de l'Ecole,
- le 14 juin 1966, avec le concours de la Courtoisie française et le patronage de M. le Recteur Debeyre, conférence, remise de prix et visite de l'Ecole,
- la remise des prix de l'Ecole a eu lieu le 1er juillet 1966,

Depuis la rentrée d'octobre, le Goethe-Institut a présenté du 1er au 27 novembre, l'Exposition mondiale de la photographie.

- le 9 décembre 1966, une Exposition des travaux des élèves a été inaugurée par le Chef des services de l'Enseignement artistique. Elle s'est prolongée jusqu'à l'Inspection de M. A. Fages le 7 mars 1967,

- enfin, l'Ecole abrite chaque semaine les cours et conférences organisés par la " Renaissance de Lille-ancien " pour la formation des guides de Lille.

Elle a accueilli également la Société des amis du musée pour des conférences sur Van Gogh et sur Picasso.

Toutes ces manifestations sont faites sans aucune dépense car il est toujours fait appel à des organismes qui en font les frais.

Chaque semaine une séance de cinéma est organisée avec le concours du Centre de documentation du bâtiment, du Goethe-Institut ou de l'Institut pédagogique, sur des sujets d'architecture, de construction, d'urbanisme et d'art plastique ou graphique.

III - PROJETS.

Une Exposition d'Urbanisme et d'Art suédois est organisée pour la deuxième quinzaine de mars par l'Institut suédois.

Elle sera suivie en avril par une Exposition de gravures danoises avec projections de films par l'Institut danois et en mai par une Exposition de l'Urbanisme en Angleterre puis en Allemagne.

On envisage pour le mois de novembre une Exposition d'anciens élèves et en janvier 1968, dans le cadre des manifestations de Commémoration du Tricentenaire du rattachement de Lille à la France, une importante Exposition de photographies. Il s'agira de confronter les aspects de la Ville en 1668 avec ceux de notre temps.

La réalisation de cette Exposition est soumise à l'attribution des crédits, attendue depuis 3 mois, et à l'achèvement des installations du studio et du laboratoire de photographie ainsi que celles de la galerie d'Exposition.

IV - VOYAGES.

- Avec le concours de la masse, un voyage à Gand a été organisé le 22 octobre 1966 pour 50 élèves, à l'occasion de l'Exposition Gréco,
- avec le concours de la Ville de Lille, un voyage à Anvers a été organisé le 26 novembre 1966 à l'occasion de l'Exposition des dessins de Jordaens,
- avec le concours de la masse, un voyage à Paris a été organisé pour 82 élèves à l'occasion des Expositions Picasso, Bonnard, etc...

- un important voyage de 8 jours en Allemagne a été préparé avec le concours du Centre International d'Echanges et le concours de la Ville de Lille; mais il n'a pu être organisé avant le commencement des examens.

V - DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

Sur proposition de M. de Saint Jorre :

- M. Morlaix a été nommé Chevalier de la Légion d'Honneur,
- M.M. Debatte et Dolsy, Chevalliers de l'Ordre des Palmes.

En dépit des demandes renouvelées sur le plan régional, en faveur des membres de la Commission, le Directeur signale que n'ayant jamais pu attribuer la moindre distinction, il souhaite que les services, bénévolement rendus dans les Commissions municipales par des personnalités compétentes, fassent l'objet de remerciements de la part de l'administration. M. le Bâtonnier Lévy interviendra pour faire réparer les oublis.

VI - VISITE DU CHEF DES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE.

a) Ecole Régionale d'Architecture.

Le Directeur rend compte des incidents survenus au cours de l'année, à la suite des mesures prises à Paris pour la Réforme de l'enseignement de l'Architecture et de la séparation de cet enseignement de celui des Beaux-Arts.

La Réforme ayant des conséquences sur la profession d'architecte, il a été décidé, à la demande de M. Desrumaux, de confier l'administration de l'Ecole au Chef d'atelier, M. Lys.

Bien que la formation des architectes ne dépende pas de la Commission, M. Desrumaux attire l'attention de ses membres sur la situation de l'enseignement de l'Architecture à Lille et sur la nécessité d'y intéresser davantage l'administration municipale. En effet, il est apparu lors de la visite de M. de Saint Jorre, que la construction d'une Ecole Nationale d'Architecture à Lille, prévue pour le V^e plan, avait été reportée au VI^e et que Nantes avait pris la place de Lille, après Lyon, Marseille et Strasbourg.

Les Ecoles d'Architecture ayant été séparées des Ecoles des Beaux-Arts, il importe que l'administration se préoccupe de loger l'Ecole de Lille dans un immeuble qui lui soit personnel et que dès maintenant elle se préoccupe de l'emplacement de la future Ecole; qu'elle entreprenne de pressantes démarches pour obtenir son rang dans le plan de nationalisation et de construction.

Il y va de l'avenir de cet enseignement dans le cadre d'un grand Lille ou d'une métropole. M. Desrumaux insiste une dernière fois sur ce point car il n'aura plus l'occasion de le faire plus tard.

b) - Ecole des Beaux-Arts.

En effet, en raison des difficultés qu'il rencontre dans l'administration de l'Ecole des Beaux-Arts où il est insuffisamment secondé, M. Desrumaux a renouvelé sa demande d'autorisation à faire valoir ses droits à la retraite. Il l'a fait près d'un an à l'avance pour permettre à l'administration de préparer un concours et assurer sa succession dans les meilleures conditions.

M. le Bâtonnier Lévy remercie M. Desrumaux de ce qu'il a fait pour les deux Ecoles, lui exprime les regrets de l'administration municipale et ses regrets personnels de le voir quitter prématurément son poste.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures.

l'adjoint au maire
délégué aux affaires culturelles
président de la commission

le directeur de
l'Ecole des Beaux-Arts

Jean Lévy

P.P. Desrumaux